

La lettre de Michel Mathieu

N°13, janvier 2016



Securitas et radicalisation. Quelle réalité ? Que faire ?

Sécurité privée et terrorisme était le thème de ma newsletter d'octobre. Elle était malheureusement prémonitoire. Prémonitoire n'est pas synonyme de visionnaire mais la conséquence de l'analyse des faits et des actions qui découlent de nos décisions. Dans cette newsletter, je faisais le 6^{ème} constat suivant : il y a 160 000 agents de sécurité en France. De part la population employée, le risque d'infiltration par de futurs terroristes est maximum. C'est un fait avéré et concrétisé depuis le début de l'année 2015 par plusieurs cas.

J'aimerais aujourd'hui vous expliquer ce que nous faisons pour faire face au risque d'infiltration, les difficultés auxquelles nous sommes confrontés et les éventuelles erreurs à éviter.

Securitas est multiculturelle

Depuis longtemps Securitas travaille dans un environnement multi. De l'Alaska à l'Afrique du Sud, de Shanghai à Ushuaia, en passant par le Vietnam, l'Inde, les Emirats arabe unis ou le Maroc, tous les jours, nous côtoyons et travaillons avec des hommes et des femmes de toutes les cultures, de toutes les couleurs de peau et de toutes les religions. Nos gènes d'origine suédoise nous renforcent dans le respect des individus dans toutes leurs différences. Notre position chez Securitas dans le domaine est extrêmement claire et transparente.

Nos valeurs historiques sont attaquées

En France, nous sommes attachés aux valeurs de liberté. Notre pays a édicté la déclaration des droits de l'Homme et depuis 1789, nous nous sommes construits sur ces bases solides. Le socle réapparaît et se consolide chaque fois qu'il est attaqué ou en danger. Le 11 janvier 2015, ce sont 4 millions de personnes dans les rues et le 13 novembre un renouveau patriotique a vu le jour. Seul un tout

petit nombre d'individus comparé à la masse immense de personnes qui partage le vivre ensemble ont décidé de s'attaquer à notre vie, notre liberté et notre culture.

Nos valeurs doivent protéger la collectivité, pas se retourner contre elle.

L'état d'urgence peut légitimement nous interroger, c'est même sain qu'il le fasse. Il ne faut pas non plus être naïf ou se raconter des histoires, la situation est grave et demande que des décisions soient prises pour protéger la collectivité. L'équilibre entre sécurité et liberté est très instable. Faire comme si rien ne s'était passé serait une faute tout autant qu'oublier tous nos principes républicains. Oui, certains aspects de droit ne sont pas adaptés, ou pas encore, à cette nouvelle situation. Des débats s'engagent. D'un côté des rigoristes ou rêveurs n'ayant pas tout à fait conscience des nouveaux risques. De l'autre, ceux qui trop conscients de ces risques, poussent les limites du droit pour tordre les outils existants ou en faire créer de plus adaptés. C'est là que les entreprises en général, et celles de la sécurité privée en particulier, se retrouvent dans une nouvelle insécurité juridique. Nous sommes assez démunis face au risque terroriste ou aux phénomènes de radicalisation. Néanmoins, il faut agir. Nous devons avoir le courage des décisions et des actions rapides voire instantanées que cela implique.

Une entreprise comme la nôtre doit faire face à trois risques :

Notre premier risque est l'infiltration d'éléments radicalisés dans nos effectifs. Nous ne pouvons l'accepter.

Notre deuxième risque est que l'un de ces éléments commettent un attentat dans le cadre de son activité professionnelle. C'est inconcevable pour Securitas. Nous devons nous en prémunir.

Notre troisième risque est qu'une attaque venue de l'extérieur fasse des victimes parmi

les salariés de Securitas dans l'exercice de leur fonction. C'est intolérable. Il est nécessaire de l'anticiper.

Les réponses à ces risques ont été travaillées, réfléchies, discutées et présentées plusieurs fois en comité de direction. Elles ont été partagées à plusieurs reprises avec les Instances représentatives du personnel. Nous avons ainsi pu présenter fin décembre plusieurs directives en Comité inter-activités qui sont maintenant déclinées partout au sein de l'entreprise par les directeurs d'activité. Je vous demande de les lire avec attention et de les partager avec vos collaborateurs. Nous vous donnons les éléments clés de compréhension et d'action pour faire face à cet environnement complexe. Je vous en donne les grandes lignes. Nul doute que ce travail va continuer et s'enrichir.

Qu'est-ce que la radicalisation ?

La définition du ministère de l'Intérieur est la suivante : la radicalisation est un changement rapide dans le comportement d'une personne ou d'un groupe de personnes pouvant conduire à l'extrémisme et/ou à des actes terroristes. Cette définition est claire et n'ouvre la porte à aucun amalgame.

Pourquoi doit-on lutter contre la radicalisation ?

C'est avant tout une démarche citoyenne de lutte contre le développement du terrorisme sur notre sol. Il s'agit ensuite de protéger notre entreprise, ses salariés et nos clients. C'est donc un devoir.

Comment se protéger contre le risque de radicalisation ?

Ce que nous appelons chez Securitas les basiques sont en place. Dans le cas d'espèce, une attention de tous les instants est nécessaire. Compte-tenu de la situation, il est nécessaire d'agir rapidement et avec conviction pour faire respecter nos procédures :

- Aucun collaborateur sans carte professionnelle obligatoire ne peut être affecté chez nos clients
- Aucun sous-traitant non référencé ne peut être employé
- Aucun collaborateur ne peut être embauché sans que le processus de recrutement ne soit suivi.

Enfin, le risque majeur, et nous l'avons déjà connu, est qu'un salarié jusque là sans histoire entre dans un processus de radicalisation. Il faut donc être attentif aux changements de comportements. En cas de doute avéré, une

procédure est en place afin que nous puissions alerter les autorités compétentes. Appliquez la.

Comment ne pas faire d'amalgame et d'erreur ?

Tout le monde n'est pas forcément à l'aise avec ce sujet. Il n'est pas toujours aisé de faire la part des choses entre le respect de la personne et des libertés auquel nous sommes attachés et le signalement d'une personne que l'on considère comme radicalisée. Une erreur de bonne foi est toujours possible. Si cela devait arriver, nous assumerions l'erreur, nous la corrigerions et nous nous excuserions. Nous déployons un guide de la laïcité pour vous aider face aux différentes situations possibles.

Quels sont les engagements de Securitas pour lutter contre l'amalgame ou les mauvais comportements ?

Un avocat a créé un mini buzz médiatique mi décembre en accusant Securitas de « licencier les barbus » et d'atteinte aux droits de l'Homme. Avec ce que je viens d'expliquer et ce que nous déployons depuis plusieurs semaines en toute transparence vis-à-vis de nos partenaires sociaux, Securitas est serein. Néanmoins, cela permet de rappeler les engagements des uns et des autres.

- Notre métier est réglementé, l'encadrement de Securitas doit être le garant d'une application à 100% des règles et les agents de sécurité n'ont pas d'autres choix que de s'y conformer.
- Notre entreprise a un règlement intérieur instauré dans le respect des textes conformément au droit. Il organise le fonctionnement de notre collectivité. Le faire appliquer et le respecter n'est une option pour personne.
- Securitas a également un Code des valeurs et de l'éthique, tous les salariés doivent l'appliquer. Ceux qui n'auraient pas suivi la formation en ligne doivent le faire.

Comment protéger Securitas et ses salariés ?

Pour la première fois de l'histoire, le 13 novembre dernier, à 22h30, nous avons demandé à toutes nos équipes de sécurité mobile présentes en Ile-de-France de quitter les missions en cours et de rentrer en agence se mettre en sécurité. De chaque crise nous tirons des enseignements. De la dernière, nous avons pris plusieurs décisions qui se mettent en œuvre actuellement :

- Nous renforçons notre propre dispositif de sûreté avec le recrutement du responsable de l'Éthique, de la Déontologie et de la Sûreté.

- Nous renforçons nos dispositifs de gestion de crise
- Nous travaillons sur les moyens et processus de protection de nos agents de sécurité

Conclusion

Securitas est une communauté de personnes partageant un engagement professionnel et des valeurs. Dans l'environnement d'aujourd'hui, nous devons renforcer nos liens à tous les niveaux pour garantir ce partage. Nos trois points rouges doivent être notre drapeau : Intégrité, Vigilance et Esprit de service. Plus que jamais il doit flotter au côté du drapeau français tellement associé à nos valeurs de Liberté, Egalité, Fraternité.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' followed by a vertical stroke and a horizontal stroke at the bottom.

Michel MATHIEU
Président de Securitas France